

Impacts des mesures de gestion de la crise sanitaire sur les activités liées aux espaces verts et au paysage au sein des collectivités territoriales

Synthèse du rapport - enquête nationale de Plante&Cité MAI2020

Enquête réalisée par Caroline GUTLEBEN, directrice, Ludovic PROVOST, chef de projet de communication, Robin DAGOIS, chargé de mission « Agronomie, sols et végétalisation urbaine », Aurore MICAND chargée d'étude Paysage et projets de diffusion, Pauline LAÏLLE, chargée de mission « Economie et management », Benjamin PIERRACHE, chargé d'étude et responsable Catalogues et collections botaniques Floriscope. En partenariat avec François COLSON (Agrocampus Ouest), Marc MOUTERDE (UNEP), Bertrand MARTIN (AITF), Jean-Pierre GUENEAU (Hortis), Fanny MAUJEAN (Hortis), Véronique BRUN et Michel LE BORGNE (FNPHP), Anthony GUITTON (UNEP), Jean-Marc LECOURT (SFG), Jean-Marc BOUILLON (FFP).



Cette enquête s'inscrit dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19 à l'origine des mesures de confinement de la population et de limitation des activités dans la plupart des secteurs. Les objectifs sont d'apporter un éclairage sur la situation concernant les activités liées aux espaces verts et au paysage au sein des collectivités territoriales au cours du confinement. Il s'agit également d'appréhender les conséquences de l'inflexion des pratiques d'entretien et de travaux dans les collectivités territoriales à la reprise des activités. Les résultats visent ainsi à accompagner la préparation de la reprise des activités des acteurs publics et privés concernés par les espaces verts, le paysage et la nature en ville.

Les réponses sur la situation à la sortie du confinement constituent des projections des structures gestionnaires avec le contexte d'information de la semaine du 14 au 21 avril 2020, soit après

l'annonce officielle du 13 avril sur la sortie du confinement le 11 mai (sans connaissance des modalités). Les résultats de cette enquête constituent une photographie de la situation au cours du confinement et des projections à sa sortie. Cette photographie ne peut témoigner de l'évolution des pratiques mises en œuvre au cours du confinement. De nombreux gestionnaires ont témoigné que la situation a pu évoluer au gré des annonces du Chef d'Etat et du Gouvernement au cours des 8 semaines de confinement. Seules les réponses des structures identifiées au début du questionnaire ont pu être exploitées et analysées.

Un panel très représentatif qui donne accès à une diversité démographique, géographique et territoriale

En très grande majorité, les 829 structures répondantes sont des communes (94%). Toutes les strates de taille de collectivités sont représentées. La principale strate étant celle des communes de moins de 2000 habitants (41% des répondants). Environ 4% des répondants sont des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale. Toutes les régions sont représentées (à l'exception de la Corse) y compris certains Outre-Mer (La Réunion, Martinique, Polynésie Française).



Sur la situation au cours du confinement

Près de 90% des collectivités répondantes estiment que les activités d'entretien et de travaux subissent globalement une inflexion,

qu'elles soient menées en régie ou par des entreprises prestataires.

Les cinq premières activités en lien avec les espaces verts ayant été maintenues, même de façon minimale, sont par ordre décroissant : 1-Le ramassage des déchets, 2-L'arrosage, 3-Les achats et marchés, 4- La gestion des strates herbacées, et 5-Le désherbage. Le paillage et les travaux arboricoles ont été les moins maintenus.

Les trois premiers espaces sur lesquels des activités minimales d'entretien et de travaux ont été maintenues sont par ordre décroissant : 1- les cimetières, 2-les abords de voirie et ronds-points, 3-les terrains de sport communaux. Les centres de production horticolas ont majoritairement été maintenus, mais globalement avec une activité réduite.

Le maintien des effectifs d'agents sur le terrain est très hétérogène au plan national. Près du quart (22%) des collectivités répondantes ont maintenu moins de 10% de leurs effectifs sur le terrain. Seulement 24% des collectivités ont maintenu plus de 50% de leurs effectifs sur le terrain. Il semble que plus la collectivité est petite, plus la proportion d'agents présents sur le terrain est élevée.

Pour plus de la moitié des collectivités répondantes, seule une minorité des entreprises prestataires a maintenu leurs activités. De très nombreuses collectivités ont adapté les modalités de supervision et suivi des chantiers à distance.

S'agissant des plantations, près de la moitié des collectivités répondantes n'avaient pas réceptionné les végétaux commandés au moment de l'enquête. La moitié d'entre elles ont entièrement reporté leurs plantations. L'autre moitié combinera report et annulation. La prise en charge du surcoût de remise en culture et de reconditionnement des végétaux par les producteurs est à l'étude pour 25% des collectivités répondantes, et envisagée, même partiellement, pour 16%d'entre elles.

Les restrictions d'accès aux espaces publics ont provoqué des difficultés, parfois perçues de façon aiguë, par les collectivités répondantes par ordre décroissant sur : 1- Les sentiers de randonnées et voies vertes, 2- Les parcs et squares, 3-Les aires de jeux, et 4- Les jardins familiaux et partagés.

Sur la situation prévue à la sortie du confinement

Les trois premières activités d'entretien et de travaux prioritaires à

la sortie du confinement sont par ordre décroissant de choix : 1- Le désherbage, 2- La gestion des strates herbacées, 3- Les plantations.

Les espaces dont l'entretien sera prioritaire à la sortie du confinement sont principalement par ordre décroissant de choix : 1- Les abords de voirie et ronds-points, 2- Les cimetières, 3- Les parcs et squares.

Seule une faible proportion des collectivités répondantes (15%) envisage des renforts. Les renforts envisagés sont par ordre décroissant : 1- Le recours à du personnel saisonnier, 2- Des prestations d'entreprises du paysage, 3- Des prestations de C.A.T., 4- Des opérations citoyennes et 5- L'intervention d'agriculteurs pour les opérations de fauche.

S'agissant des objectifs d'entretien, 42% des collectivités répondantes envisagent de faire évoluer leurs pratiques, un tiers ne se projette pas. Concernant le fleurissement, plus des deux tiers des collectivités répondantes (68%) n'envisagent aucun changement par rapport à ce qui était prévu en 2020. S'agissant des projets de création et d'études de maîtrise d'œuvre, la moitié des collectivités répondantes envisage un report.

Sur les budgets de fonctionnement et d'investissement, les collectivités répondantes déclarent en premier lieu ne pas savoir quelles pourraient être les évolutions dans l'année.

Sur les projections à moyen et long terme

La majorité de collectivités répondantes estime que l'inflexion, voire l'arrêt, des activités d'entretien et de travaux dans les espaces verts est favorable à l'expression de la biodiversité. Parmi elles, plus des trois quarts souhaiteraient faire évoluer leurs pratiques pour prolonger ces bénéfices supposés pour la biodiversité (gestion différenciée, gestion écologique...). Près de la moitié des collectivités répondantes envisage de développer les achats de végétaux associés à un signe de qualité et / ou de végétaux produits en France. L'autre moitié n'envisage pas de faire évoluer les pratiques d'achat de végétaux à l'avenir. Cela peut vouloir dire qu'il ne s'agit pas d'un sujet de préoccupation ou qu'elles sont déjà vertueuses.

[retourner au sommaire](#) ou **aller plus loin...**

[Télécharger cet article](#)

[Télécharger les résultats de l'enquête complète](#)

[Engager/poursuivre la discussion...](#)